AVIS DE RECRUTEMENT DE 3 CONSULTANTS INDIVIDUELS POUR LA MISSION DE FORMULATION DU PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET A LA FINANCE INCLUSIVE AU TCHAD (PADLFIT)

Réf N°: IC/TCD10/2017/03/05 **06 mars 2017**

Pays	République du Tchad
Titre des postes :	1- un consultant international – spécialiste en développement Local et finance inclusive 2- un consultant national – spécialiste en décentralisation Développement local 3- un consultant national – spécialiste en finance inclusive
Intitulé de la mission :	Formulation d'un Programme Multi-annuel d'Appui au Développement local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT)
Type de Contrat :	Contrat Individuel (offre d'un cabinet/bureau d'étude irrecevable)
Niveau de poste :	Consultant
Durée de la mission	21 jours ouvrables pour chaque poste (trois semaines dont deux semaines sur le terrain)
Type et Lieu d'affectation:	Sur site, N'Djaména et Régions
Date de début de la mission :	fin mars 2017

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à télécharger sur le site le http://procurement-notices.undp.org/search.cfm (cliquer pour accéder à la fenêtre «*Country Office* » y écrire « *Chad*) puis cliquer sur « *search* » ; sélectionner l'avis sollicité) ou à retirer au bureau du PNUD à N'Djaména/Tchad.

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (techniques & financières) ; séparément par courriel à l'adresse procurement.td@undp.org au plus tard le **20 Mars 2017** à 10h00, heure de N'Djamena, en indiquant la référence **N° IC/TCD10/2017/03/05 (**si cette référence n'est pas indiquée en **objet de votre mail**, votre offre ne peut être considérée**).**

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée à l'adresse e-mail faq.td@undp.org. Les réponses seront postées sur le site de publication http://procurement-notices.undp.org accessible à tous les candidats/soumissionnaires.

1. Contexte:

Au cours de ces cinq dernières années, le Tchad a connu une amélioration de son indice de développement humain, qui est passé de 0,33 En 2011 à 0,392 en 2015, tandis que son indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) demeure élevé (62,7% en 2015) avec 67,8% de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle. Cette pauvreté, qui atteint 87% dans les zones rurales, est caractérisée par le faible niveau de développement local (plan de développement communal inexistant, peu adapté aux réalités locales, peu réaliste ou non mis en œuvre par manque ou insuffisance de financement, capacités limitées des élus et du personnel dans la gestion et la mobilisation des ressources, cadre de suivi-évaluation et de reporting inexistant ou non opérationnel), la quasi inexistence d'infrastructures de base adaptées pour la dynamisation du secteur privé et de l'économie locale, le faible accès des populations aux services sociaux de base. Le Tchad est aussi confronté à un afflux massif de réfugiés dû aux tensions socio-politiques ou les actes terroristes qui affectent entièrement ou une partie des pays limitrophes (République centrafricaine, Soudan, Soudan du Sud, Lybie, Sud-Est du Niger, Nord-Est du Nigéria, Extrême-Nord du Cameroun). Cette situation aggrave les conditions socioéconomiques des populations qui subissent dans le même temps les effets néfastes du changement climatique, des crises alimentaires, l'insécurité et les menaces provoqués par le terrorisme notamment Boko Haram. La chute du prix du pétrole qui est la principale source de revenus de l'Etat a fortement réduit ses capacités d'intervention. Une grande partie de cette population vit dans l'insécurité alimentaire, le chômage et le sous-emploi principalement les femmes et les jeunes dont la quasi-totalité a des difficultés d'accès aux services financiers. Ce faible indice de développement humain place le Tchad à la 185ème place sur 188 pays en 2015 et explique la non-atteinte des objectifs du millénaire du développement à l'échéance de 2015.

Ces faibles performances socioéconomiques du Tchad nécessitent la mise en œuvre d'une stratégie adaptée pour faciliter l'atteinte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable à l'échéance de 2030. Cela suppose que les causes profondes, les causes sous-jacentes et les causes immédiates du niveau élevé de pauvreté des populations sont identifiées et que des solutions pertinentes à long, moyen et court termes sont opérationnalisées.

L'inclusion financière et le développement local ont fortement contribué à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans de nombreux pays, notamment en Asie, en aidant des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à améliorer progressivement leur situation socio-économique.

Le PADLFIT s'inscrit dans cette perspective en se positionnant comme un programme multisectoriel pouvant contribuer de manière substantielle à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (1,2,5,6,7,8,11) . L'objectif global est de promouvoir l'économie locale et l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les ménages vivant dans la pauvreté. Ce qui permettra de développer des activités économiques intégratrices d'une économie verte inclusive (production agro-sylvo-pastorale[1],PFNL[2] et halieutique, conservation, transformation, commercialisation, artisanat, petits métiers, microentreprise, PME/PMI) et créatrices d'emplois à forte valeur ajoutée pour l'amélioration de leurs revenus et leur inclusion sociale. Cette insertion socioéconomique se fera à travers leur accès à la sécurité alimentaire, la santé de toute leur famille, l'éducation des enfants, l'habitat décent, l'eau potable, les énergies propres et leur participation citoyenne au développement local et national.

Le PADLFIT vise à promouvoir le développement économique local et l'accès aux services financiers et non financiers (épargne, crédit, transfert d'argent, assurance, formations) de toute la population, particulièrement des couches défavorisées telles que les femmes et les jeunes habitant dans les localités rurales, enclavées et éloignées. Car, l'amélioration durable de leurs conditions de vie est fortement dépendante de l'augmentation de leurs revenus et de leurs capacités à gérer leurs ressources limitées de manière efficiente.

En effet les diagnostics stratégiques de la décentralisation et du secteur de la microfinance, les recommandations de l'évaluation de la première phase du PAFIT ont permis de disposer d'une bonne analyse de la situation du développement local et de l'inclusion financière au Tchad. Partant de cet état des lieux et de l'identification des problèmes à résoudre et des acquis à consolider, le PADLFIT

[1] Reboisement visant à inverser les tendances à la dégradation des terres et plantations communautaires (des plantes fourragères).

[2] Produit Forestier Non Ligneux (production du beurre de karité, apiculture moderne)

recherchera les opportunités, les synergies et les articulations entre les acteurs et sur la base de leur avantage comparatif pour atteindre les résultats et impacts souhaités.

Le PADLFIT s'inscrit dans la nouvelle dynamique du PNUD au Tchad qui se propose dans son approche programmatique de mettre en œuvre des programmes/projets susceptibles de contribuer significativement à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) en améliorant de manière concrète les conditions de vie des populations, particulièrement des femmes et des jeunes. Les objectifs post 2015 relèvent donc pour la plupart des cibles en lien avec les compétences et domaines des Collectivités Territoriales Décentralisées. Ainsi l'action des CTD sera cruciale pour la réalisation des ODD.

Ce programme multisectoriel sera articulé autour de la décentralisation et du développement local, la finance inclusive et le financement des chaînes de valeur, la localisation des ODD, la dé-radicalisation, la résilience, la formation professionnelle, la promotion des métiers et la création d'emploi pour les jeunes et les femmes. Il est aligné sur les stratégies II et III de la vision 2030, les axes II et III du Plan quinquennal de développement (2016-2020) du Tchad, les effets 6 et 7 de UNDAF (2017-2021) et les produits 1.2, 1.3, 2.1, 4.3 du Country Programme Document (2017-2021) du PNUD au Tchad.
L'unité de gestion de programme sera assuré par une équipe de gestion qui sera basée à à N'Djamena, et aura quatre antennes de projets à Goz-Beida, dans la région de Sila, à Bol dans la région du Lac, à Doba dans la région du Logone oriental et à Faya-Largeau dans la région de Borkou.

L'équipe de projet du développement local et de la finance inclusive accompagnera les consultants dans la formulation du document de projet de ce programme multisectoriel. C'est dans ce cadre que le présent appel à candidature a été lancé.

2. Objectifs de la mission de formulation du Programme Multisectoriel : :

L'objectif général de la mission est d'accompagner le PNUD Tchad dans la formulation du document de projet (ProDoc) du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) jusqu'à son adoption lors d'un comité de pilotage de démarrage.

De manière spécifique, il s'agit de:

- Faire la revue documentaire en exploitant la vision 2030, le plan quinquennal 2016-2020, les stratégies et politiques sectorielles de la finance inclusive, du développement local, de l'emploi, de la jeunesse, UNDAF 2017-2021, le plan stratégique et CPD 2017-2021 du PNUD, les recommandations du rapport d'évaluation finale du CPD 2012-2016, les rapports des autres intervenants dans le secteur, notamment les CPTF et tout autre document jugé pertinent par rapport au programme;
- Synthétiser sommairement les orientations et priorités du Gouvernement sur lesquelles l'inclusion financière et le développement local en cohérence avec le processus de la décentralisation pourraient apporter une valeur ajoutée ;
- Identifier les principaux défis liés à l'inclusion financière et au processus de décentralisation et au développement local en lien avec les priorités nationales de développement ;
- Présenter et analyser sommairement les initiatives d'inclusion financière et de développement local en cours au niveau des autres agences onusiennes et des agences de coopération bi ou multilatérales ;
- Formuler le ProDoc ;
- Faire un mapping des opportunités de partenariats autour du document de projet.

3. Résultats attendus

Au terme de cette mission, le ProDoc du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) est élaboré sur la base des attentes des principaux acteurs de la décentralisation, du développement local, du secteur de la microfinance, de la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes.

4. Méthodologie

Cette mission sera réalisée à travers notamment les activités suivantes :

- Passer en revue les documents stratégiques relatifs aux orientations/priorités du Gouvernement et des partenaires au développement en matière de décentralisation, de développement local, d'inclusion financière, de création d'emploi pour les jeunes et les femmes ;
- Présenter sommairement les initiatives de décentralisation, de développement local et d'inclusion financière en cours au niveau du PNUD, des autres agences onusiennes et des agences de coopération bi ou multilatérales ;
- Produire un rapport succinct de démarrage (Inception report), reprenant les orientations principales du futur programme ;
- Faire un mapping des opportunités de partenariats autour de la mise en œuvre du PADLFIT ;
- Rencontrer les principaux acteurs de la décentralisation, du développement local, du secteur de la microfinance, de la création d'emploi pour les jeunes et les femmes au Tchad pour recueillir leurs attentes ;
- Organiser des séances de travail avec les potentiels partenaires de la mise en œuvre du PADLFIT pour la définition des modalités de collaboration ;
- Formuler le ProDoc du PADLFIT sur la base du canevas et des exigences de contrôle de qualité du PNUD ;
- Organiser un atelier de validation du PRODOC.

5. Principaux produits attendus

Les Consultants sont chargés de soumettre les livrables suivants :

- Rapport de démarrage (inception report) : 5 jours après la signature du contrat ;
- **ProDoc provisoire ;**
- **Mapping des opportunités de partenariat autour de la mise en œuvre du PADLFIT.**

Ces deux premiers livrables seront soumis dans les 6 jours après la mission de terrain.
Le ProDoc sera structuré suivant le canevas et les exigences de contrôle de qualité du PNUD. Il devra prendre en compte la théorie des changements et l'approche genre.

- **ProDoc final** : il sera soumis dans les 5 jours suivant la réception du projet de rapport final commenté.

Ce document de projet final prendra en compte les observations et commentaires des parties prenantes.

6. Durée de la mission

La mission aura une durée maximale de 21 jours chacun dont 14 jours sur le terrain.

7. Compétences:

Organisation :

- Faire preuve d'une capacité de conception, d'organisation, et de planification des stratégies ou plans d'actions et de proposer des solutions pragmatiques;
- Avoir des capacités à initier des chronogrammes cohérents et rigoureux sur l'exécution du projet.

Communication : Démontrer de bonnes capacités de communication orale. Faire preuve de pédagogie et d'initiative.

Maîtrise personnelle : Aptitude à travailler sous pression, dans un environnement complexe et évolutif.

Planification et organisation: Faire preuve d'une aptitude à planifier et à organiser son propre travail ainsi que celui des autres, aptitude proactive démontrée.

Travail en groupe: Aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective aussi bien avec les collègues qu'avec des personnes ayant des cultures différentes, de bonnes relations de travail dans le respect des diversités.

8. Qualifications des consultants:

8.1. Consultant international, chef de mission

Education	• Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ Marketing/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5).
Expérience	• 7 ans d'expérience dans le domaine de l'évaluation et de la formulation des projets/programmes ; • Au minimum 7 ans d'expérience en microfinance et développement local; • Une bonne connaissance de l'environnement financier, de la microfinance, de la décentralisation et du développement local en Afrique; • Une bonne compréhension de l'approche sectorielle et des concepts de finance inclusive et de développement local ; • Avoir conduit des missions de formulation similaires en Afrique subsaharienne et démontrer d'une connaissance approfondie des méthodes et procédures de formulation de projets et programmes; • Capacité d'analyse organisationnelle avérée; • Avoir une connaissance approfondie dans l'utilisation des approches genre et de manière spécifique en genre dans le domaine de l'inclusion financière, de la décentralisation et du développement local ; • Une bonne connaissance du système des Nations Unies, en particulier du PNUD et de son approche en matière de réduction de la pauvreté. • Excellent leadership et compétences managériales.
Langues requises	• Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.

8.2. Consultant national spécialisé en microfinance

Education	• Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ Marketing/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5).
Expérience	• Au minimum 5 ans d'expérience en microfinance ; • Une bonne connaissance de l'environnement financier et de la microfinance au Tchad; • Une bonne compréhension de l'approche sectorielle et des concepts de finance inclusive; • Avoir participé à des missions de formulation similaires au Tchad ou à l'étranger et démontrer d'une connaissance approfondie des méthodes et procédures de formulation de projets et programmes ; • Avoir une capacité d'analyse organisationnelle avérée ; • Avoir une connaissance approfondie dans l'utilisation des approches genre et de leur prise en compte dans le domaine de l'inclusion financière.
Langues requises	• Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.

8.3. Consultant national, spécialiste de la décentralisation et du développement local

Education	• Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en droit, sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5).
Expérience	• Au minimum 5 ans d'expérience en décentralisation et développement local; • Une bonne connaissance de l'environnement de la décentralisation et du développement local au Tchad; • Une bonne compréhension de l'approche sectorielle et des concepts de développement local ; • Avoir participé à des missions de formulation similaires au Tchad ou à l'étranger et démontrer d'une connaissance approfondie des méthodes et procédures de formulation de projets et programmes ; • Avoir une connaissance approfondie dans l'utilisation des approches genre et de leur prise en compte dans la planification et la gestion du développement local.
Langues requises	• Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.

9. Documents constitutifs de l'offre :

Pour démontrer ses qualifications, les candidats devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Offre	Documents	Description	Forme
Partie 1 : Offre Technique	Note méthodologique pour l'exécution de la mission attendue	Une description comprenant : **La compréhension de la mission ;** **La démarche, le plan de travail et un chronogramme indicatif des activités**	Pas de formulaire spécifique
	Curriculum Vitae/P11	Remplir le Formulaire P11 en annexe en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et en indiquant au moins 3 (trois) personnes de référence et le curriculum vitae.	Formulaire P11 (IC) - annexe 4
	Diplômes	Envoyer une(les) copies du (des) diplômes	
Partie 2: Offre Financière	Tableau des coûts	Remplir le tableau	Voir Annexe 3

Les offres incomplètes seront rejetées.

10. Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques sera faite avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières des candidats qualifiés.

a. Les propositions techniques

Les consultants seront évalués ainsi qu'il suit :
Les contrats seront attribués aux consultants :

1. Dont les offres sont jugées valables (répondent aux TDRs) et
2. ayant obtenu les nombres de points les plus élevés (cumul des notes technique et financière)
   - Note technique : 70%
   - Note financière : 30%

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 70% des points à l'issue de l'évaluation technique seront pris en compte pour l'évaluation financière

N°	Descriptions des critères d'évaluation	Poids	Nbre point maxi

A	**Offre technique**	**70%**	
	Consultant international, chef de mission		
1	Méthodologie proposée **(**Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence)		**20**
2	Plan de travail et chronogramme - Qualité du plan de travail (10 points) - Précision et cohérence du chronogramme avec les termes de référence (10 points)		**20**
3	Compréhension de la mission - Description claire des résultats et produits attendus de la mission (5 points) - Une bonne compréhension de l'approche sectorielle et des concepts de finance inclusive et de développement local (5 points)		**10**
4	Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ Marketing/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5).		**15**
5	Au moins 7 ans d'expérience dans le domaine de l'évaluation et de la formulation des projets/programmes		**10**
6	Une bonne connaissance du système des Nations Unies, en particulier du PNUD et de son approche en matière de réduction de la pauvreté		**5**
7	Avoir une connaissance approfondie dans l'utilisation des approches genre et de manière spécifique en genre dans le domaine de l'inclusion financière, de la décentralisation et du développement local		**5**
8	Avoir conduit des missions de formulation similaires en Afrique subsaharienne		**5**
9	Au minimum 7 ans d'expérience en microfinance et développement local		**10**
	Consultant national spécialisé en microfinance		
1	Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ Marketing/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5).		15
2	Au minimum 5 ans d'expériences en microfinance		5
3	Une bonne connaissance de l'environnement financier et de la microfinance au Tchad		5
4	Avoir participé à des missions de formulation similaires au Tchad ou à l'étranger et démontrer d'une connaissance approfondie des méthodes et procédures de formulation de projets et programmes (5 points par mission pertinente)		15
5	Avoir une connaissance approfondie dans l'utilisation des approches genre et de leur prise en compte dans le domaine de l'inclusion financière		5
6	Compréhension de la mission - Description claire des résultats et produits attendus de la mission (10 points) - Une bonne compréhension de l'approche sectorielle et des concepts de finance inclusive (5 points)		15
7	Méthodologie proposée Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence		20

8	Plan de travail et chronogramme - Qualité du plan de travail (10 points) - Précision et cohérence du chronogramme avec les termes de référence (10 points)		20
	Consultant national, spécialiste de la décentralisation et du développement local		
1	Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en droit, sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5).		15
2	Au minimum 5 ans d'expérience en décentralisation et développement local		10
3	Une bonne connaissance de l'environnement de la décentralisation et du développement local au Tchad		5
4	Avoir participé à des missions de formulation similaires au Tchad ou à l'étranger et démontrer d'une connaissance approfondie des méthodes et procédures de formulation de projets et programmes (soit 5 points par mission pertinente)		15
5	Avoir une connaissance approfondie dans l'utilisation des approches genre et de leur prise en compte dans la planification et la gestion du développement local		5
6	Compréhension de la mission - Description claire des résultats et produits attendus de la mission (5 points) - Une bonne compréhension de l'approche sectorielle et des concepts de développement local		10
7	Méthodologie proposée (Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence)		20
8	Plan de travail et chronogramme - Qualité du plan de travail (10 points) - Précision et cohérence du chronogramme avec les termes de référence (10 points)		20

b. <u>Les propositions financières</u>

L'offre financière devra spécifier le montant forfaitaire total ainsi que l'échéancier de paiement en fonction des délivrables mesurables (qualitatifs et quantitatifs) – paiement en tranches ou après accomplissement du travail. Les paiements sont basés sur les produits spécifiés dans les TDRs.
Pour faciliter la comparaison des offres financières, l'offre devra mentionner le détail du montant forfaitaire global (frais de voyage, per-diem, jours de travail, etc.)

Exemple de présentation de l'offre Financière

Désignations	taux	Nombre/qté	montants
Honoraire			
Perdiem			
Frais de communications			
Autre frais s'il y a (à préciser)			